

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 9 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 23/04/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ENGIE FLEXIBLE GENERATION France**

ZI portuaire - Site SPEM  
BP 68  
44550 Montoir-De-Bretagne

**Références :** N4-2025-459

**Code AIOT :** 0006305026

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement ENGIE FLEXIBLE GENERATION France implanté ZI portuaire - Site SPEM BP 68 44550 Montoir-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 18/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE FLEXIBLE GENERATION France
- ZI portuaire - Site SPEM BP 68 44550 Montoir-de-Bretagne
- Code AIOT : 0006305026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SPEM est une centrale de production d'électricité par combustion de gaz de 800 MWth avec cycle combiné.

Thèmes de l'inspection :

- installations électriques
- matériel de lutte contre l'incendie
- émissions atmosphériques
- périodes OTNOC
- déclaration GEREP

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
2	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 22.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suites de la précédente inspection	Rapport d'inspection du 26/10/2022
3	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 26.1
4	Tests de la chaîne de coupure gaz	Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 24.1
5	Emissions atmosphériques	AP Complémentaire du 20/10/2020, article 2.2.1
6	Gestion des périodes OTNOC	AP Complémentaire du 20/11/2020, article 1.4.2
7	Déclaration annuelle GERE - données à déclarer émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
8	Déclaration annuelle GERE - obligation de déclaration annuelle déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II
9	Déclaration annuelle GERE - déchets - type de données à déclarer	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II
10	Déclaration annuelle GERE - échéance de déclaration	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que les émissions atmosphériques de l'installation sont conformes. Les installations électriques et le matériel de lutte contre l'incendie sont contrôlés et les observations sont partiellement levées. En revanche, les informations sur la levée des observations sont difficilement accessibles.

Les émissions en périodes OTNOC sont enregistrées.

Les données déclarées dans GERE sont exhaustives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Suites de la précédente inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport d'inspection du 26/10/2022
<b>Thème(s) :</b> -
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Rejets NOx : L'exploitant devra justifier du respect des valeurs limites imposées via la transmission d'un rapport de mesures des rejets atmosphériques suite au redémarrage. 2. L'exploitant devra expliciter les causes des dépassements en phosphore et en débit et les actions correctives prévues. A défaut, il pourra demander la révision des prescriptions sur ces deux paramètres, sur la base d'une démonstration de l'absence d'enjeu environnemental associé au respect de la VLE associée. 3. Vitesse d'éjection de la chaudière auxiliaire (6m/s) et celle de la chaudière de préchauffage de

gaz naturel (5m/s), inférieures au seuil de 8m/s fixé par arrêté préfectoral complémentaire du 13/08/12.

L'exploitant devra expliciter les causes du non-respect de ces valeurs minimales lors des mesures et les actions correctives prévues. À défaut, il pourra demander la révision des prescriptions sur ce paramètre pour les deux chaudières concernées, sur la base d'une démonstration de l'absence d'enjeu environnemental associé au non-respect de cette prescription.

4. Dans leur majorité, les actions d'économie d'eau identifiées dans l'étude de 2020 restent à mettre en place. Il est attendu un positionnement de l'industriel sur l'ensemble des actions de cette étude de 2020 intégrant un échéancier de mise en œuvre dans les années à venir (pour les actions non retenues, l'exploitant justifiera de la non pertinence de ces actions d'un point de vue technico-économique).

**Constats :**

1. Les résultats de surveillance des rejets atmosphériques 2023 et 2024 (APAVE) sur les 3 installations de combustion (CCGT, RMS 1 et 2 et chaudière auxiliaire) ne montrent pas de dépassement de la VLE en NOx.

2. Les dépassements en phosphore dans les eaux rejetées ne sont plus observés (arrêt de la recirculation de l'eau, qui concentrait le phosphore).

3. La vitesse d'éjection reste inférieure à 8 m/s pour la chaudière de démarrage et la chaudière de préchauffage. Les mesures n'étant pas réalisées en marche continue maximale, ces valeurs ne constituent pas de non-conformités à l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

4. S'agissant des actions d'économie d'eau, un projet est en cours (entreprises consultées) afin d'utiliser les eaux de pluie du site et de réutiliser des eaux industrielles.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N°2 : Vérification des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 22.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels

**Prescription contrôlée :**

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans le rapport et notamment les non-conformités relatives à la cohérence des matériels en place avec le classement des zones présentant des atmosphères explosives telles qu'elles auront été définies par l'exploitant.

**Constats :**

L'exploitant présente les rapports de contrôle (SOCOTEC) pour 9 installations en 2023 et en 2024.

Ces rapports contiennent 21 observations.

L'exploitant présente un tableau de suivi de ces observations.

Dans un premier tableau, 7 observations sur 13 ont été traitées.

Dans un second tableau, 4 observations ont été traitées.

L'exploitant ne dispose pas de document pour 4 observations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Bien que l'exploitant dispose d'un outil traçant chaque action réalisée, il a rencontré des difficultés pour trouver les différentes informations.**

**Il est souhaitable, dans un souci de lisibilité et de pilotage, que les informations disponibles dans plusieurs documents soient regroupées dans un seul document.**

**L'exploitant veillera à traiter les observations qu'il n'a pas encore traitées.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

### N°3 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, 26.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu des moyens de lutte contre l'incendie prévus dans le dossier de demande.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les documents de vérification : - du sprinklage (Axima, 27/06/24) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une observation a été levée par l'exploitant (tuyauterie percée) ;</li> <li>- l'exploitant prévoit de lever l'autre observation (vanne fuyarde) en juin, lors d'un arrêt du site.</li> </ul> - des RIA (Desautel, 16/07/24) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le document présente en commentaire des actions à réaliser ;</li> <li>- l'exploitant présente des actions réalisées mais qui ne font pas référence aux commentaires du document de contrôle Desautel.</li> </ul> - des extincteurs (Desautel, 02/07/24) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de contrôle rappelle la nécessité de laisser un libre accès aux extincteurs (et aux RIA) et mentionne un extincteur manquant ; l'exploitant a procédé au remplacement de cet extincteur</li> <li>- les compte-rendus, pour 2025, de ses essais hebdomadaires de pomperie.</li> </ul> Lors de l'inspection sur site, il est constaté le niveau satisfaisant du remplissage de la cuve d'eau utilisée pour le sprinklage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant reportera dans un document les commentaires et observations des rapports de contrôle des équipements, afin de disposer d'un suivi de la levée de ces commentaires.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N°4 : Tests de la chaîne de coupure gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 24.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b> La coupure de chaque alimentation de gaz des chaudières auxiliaire et de préchauffage sera assurée par deux vannes automatiques, redondantes, à sécurité positive et commandables à distance depuis la salle de contrôle, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement et devra garantir la fermeture des vannes dans un délai inférieur à 8,2 secondes par rapport à l'apparition d'une fuite. (...) La coupure de l'alimentation de gaz de la turbine à gaz sera assurée par deux vannes automatiques, redondantes, à sécurité positive et commandables à distance depuis la salle de contrôle, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement et devra garantir la fermeture des vannes dans un délai inférieur à 8,2 secondes par rapport à l'apparition

d'une fuite. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. Ces vannes devront être protégées efficacement contre les risques d'endommagement (choc d'un véhicule, projection d'éléments en cas d'explosion, etc...).

**Constats :**

L'exploitant présente les fiches de test et d'étalonnage de la chaîne de coupure, pour 2023 et 2024, pour 4 lignes (H2, RMS, TG et chaudière auxiliaire).

Seule une anomalie est relevée, pour la chaudière auxiliaire. L'exploitant a ensuite procédé à un nouveau test, qui a levé cette anomalie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°5 : Emissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/10/2020, article 2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, -

**Prescription contrôlée :**

Paramètres	Cycle combiné	Chaudière auxiliaire
NOx	50	100
CO	85	100
SO2	/	35
Poussières	/	5

**Constats :**

Les résultats de surveillance des rejets atmosphériques 2023 et 2024 (APAVE) sur les 3 installations de combustion (CCGT, RMS 1 et 2 et chaudière auxiliaire) ne montrent aucun dépassement de VLE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°6 : Gestion des périodes OTNOC**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/11/2020, article 1.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.

Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient :

- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;
- une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ,
- une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des

événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

**Constats :**

L'exploitant présente son plan de gestion des périodes OTNOC ainsi que le suivi, en 2023, 2024 et 2025, de ses émissions durant ces périodes.

Le document présente les circonstances pour 2 épisodes (problèmes de combustion), les autres épisodes étant les phases de démarrage et d'arrêt de l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°7 : Déclaration annuelle GERE - données à déclarer émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I

**Thème(s) :** Risques chroniques, données à déclarer émissions

**Prescription contrôlée :**

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an ;
- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre ;
- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré l'ensemble des données telles que requises par l'arrêté ministériel du 31/01/2008.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°8 : Déclaration annuelle GERE - obligation de déclaration annuelle déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, obligation de déclaration annuelle déchets

**Prescription contrôlée :**

II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au

ministre chargé des installations classées :
- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré les quantités annuelles de déchets dangereux et non dangereux générés en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N°9 : Déclaration annuelle GERE - déchets - type de données à déclarer**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, données à déclarer production de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Cette déclaration comprend : - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée » ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré en 2024, pour chaque type de déchets produits, les 4 items requis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N°10 : Déclaration annuelle GERE - échéance de déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, échéance de déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
<b>Constats :</b> L'exploitant a finalisé le 27/02/2025 sa déclaration GERE 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite